



## DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA ÉDUCATION

### CSA-SD DU MARDI 24 FÉVRIER 2026

Monsieur le Dase des Pyrénées Atlantiques

Mesdames et messieurs les membres du CSA départemental,

Avant d'aborder l'ordre du jour de ce CSA, notre organisation syndicale souhaite rappeler le contexte dans lequel nous nous retrouvons aujourd'hui, que **personne ne peut ignorer**.

Les deux semaines de congés n'ont pas effacé les difficultés du terrain. Dans nos écoles et établissements, le constat est partagé : **les élèves vont mal, les personnels vont mal**, et rien, dans les perspectives présentées, ne laisse entrevoir une amélioration.

Selon le Baromètre de la Qualité de Vie et des Conditions de Travail de l'académie de Bordeaux, **43 % des personnels déclarent avoir subi au moins une agression cette année**, principalement verbale, parfois physique, émanant majoritairement d'élèves ou de familles. Cette banalisation des violences **pèse lourdement sur les équipes**.

Dans le même temps, la santé mentale des élèves se dégrade. Nous en voyons chaque jour les effets dans nos classes et nos vies scolaires. Les situations se complexifient, **la charge émotionnelle s'alourdit et l'épuisement professionnel progresse**. Or la solidité du service public d'éducation repose d'abord sur **celles et ceux qui le font vivre au quotidien**.

Multiplier les protocoles ne suffira pas. Les personnels de l'Éducation nationale n'ont ni à diagnostiquer, ni à compenser les carences d'autres services publics. Ils ont besoin de **soutien, de temps et de moyens**.

Aujourd'hui, le malaise est global. **Sans décisions fortes, il ne pourra que s'aggraver**.

Et pourtant, les choix opérés pour la préparation de 2026 sont en **totale contradiction avec la réalité du terrain**. Les suppressions massives de postes **amplifieront les difficultés** et fragiliseront davantage les **équipes déjà sous tension**.

Ce CSA se réunit pour examiner les dotations globales horaires des établissements. Nous déplorons le **calendrier imposé** qui place l'ensemble des acteurs - équipes éducatives, chefs d'établissement, représentants des personnels et services de la DSDEN - dans une situation d'urgence et de délais contraints.

**380 élèves en moins selon les prévisions, 27 postes supprimés : voilà le cadre budgétaire dans lequel s'organise la rentrée dans le 2nd degré dans notre département.**

Alors que la baisse démographique aurait dû être l'occasion d'améliorer significativement l'encadrement et de réduire les effectifs par classe, ces chiffres révèlent au contraire une nouvelle diminution des moyens.

Depuis plusieurs années, les choix budgétaires ont fragilisé notre système éducatif. Nous étions en droit d'attendre un **véritable changement de cap** et un investissement à la hauteur des besoins des élèves et des personnels. Il n'en est rien. La baisse des effectifs sert une fois encore de justification à des suppressions de postes.

L'analyse des documents confirme ces inquiétudes : certains effectifs restent très chargés, y compris dans les établissements REP, les dotations horaires sont sous pression, certaines équipes doivent faire face à une augmentation des heures supplémentaires et à une réduction des marges pédagogiques. Ces conditions limitent la capacité des établissements à mettre en place des accompagnements pédagogiques adaptés et pèsent à la fois sur la réussite des élèves et sur les conditions de travail des personnels.

**Pour l'Unsa Éducation, les choix budgétaires sont incompréhensibles et inacceptables.**

Réduire les postes et maintenir des classes surchargées compromet l'avenir des élèves et fragilise les équipes. **L'École ne doit plus être la variable d'ajustement des politiques publiques : elle mérite un projet ambitieux, des moyens à la hauteur des besoins et des décisions cohérentes avec la réalité du terrain.**

Nous vous remercions pour votre écoute.

Les élu·es de l'Unsa Éducation